

Mémorial  Memorial
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 8 janvier 1916.

N^o 2.

Samstag, 8. Januar 1916.

Arrêté grand-ducal du 7 janvier 1916, modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1915, sur l'exportation des chevaux.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu Nos arrêtés du 1^{er} août 1914, des 30 mars, 21 avril et 30 novembre 1915, sur l'exportation des chevaux;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et de Nos Directeurs généraux des travaux publics et de l'agriculture, respectivement de la justice et de l'intérieur;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Notre arrêté du 30 novembre 1915, sur l'exportation des chevaux, est modifié et complété en ce sens que le Gouvernement pourra, sur demande motivée, accorder exceptionnellement des autorisations spéciales de sortie pour des chevaux âgés de moins de douze ans.

Großh. Beschluß vom 7. Januar 1916, die ^{80 est.} Abänderung und Ergänzung des Großh. Beschlusses vom 30. November 1915, über die Ausfuhr von Pferden, betreffend.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht Unserer Beschlüsse vom 1. August 1914, 30. März, 21. April und 30. November 1915, über die Ausfuhr von Pferden;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unserer General-Direktoren der öffentlichen Arbeiten und des Ackerbaues, bezw. der Justiz und des Innern;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Unser Beschluß vom 30. November 1915, über die Ausfuhr von Pferden, ist dahin abgeändert und ergänzt, daß die Regierung, auf begründeten Antrag hin, ausnahmsweise Spezial-Ausfuhr-Ermächtigungen für weniger als zwölf Jahre alte Pferde erteilen kann.

Pour le surplus, l'arrêté du 30 novembre 1915 est maintenu.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et Nos Directeurs généraux des travaux publics et de l'agriculture respect de la justice et de l'intérieur, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 janvier 1916.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Hubert LOUTSCH.*

*Le Directeur général des travaux
publics et de l'agriculture,
G. SOISSON.*

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
J.-B. SAX.*

100 Arrêté g.-d. du 7 janvier 1916, portant défense d'exportation de scories phosphatées.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays pendant la guerre;

Vu les art. 2 et 4 du traité séparé de l'Union douanière en date du 8 février 1842;

Attendu qu'il importe d'assurer à l'avenir l'alimentation du pays, dans la mesure du possible, par ses propres moyens;

Attendu que, pour y arriver, il est indispensable de procurer à l'agriculture indigène les engrais chimiques nécessaires à une culture rationnelle;

Im übrigen bleibt der Beschluß vom 30. November 1915 zu Recht bestehen.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unsere General-Direktoren der öffentlichen Arbeiten und des Ackerbaues, bezw. der Justiz und des Innern, sind, insoweit es jeden betrifft, mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses betraut, der am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 7. Januar 1916.

Maria Adelheid.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Hubert V o n t s c h.*

*Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,
B. S o i s s o n.*

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
J. B. S a x.*

Großh. Beschluß vom 7. Januar 1916, wodurch die Ausfuhr von Thomasschlacken untersagt wird.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht der Art. 2 und 4 des Zoll-Separatvertrages vom 8. Februar 1842;

Zu Anbetracht, daß es angezeigt ist, die Selbsternährung des Landes in Zukunft möglichst zu sichern;

Zu Anbetracht, daß es dieserhalb unentbehrlich ist, dem heimischen Ackerbau die zu einer rationalen Kultur notwendigen chemischen Düngemittel zu beschaffen;

Attendu d'autre part qu'il est nécessaire de soumettre l'exportation des engrais chimiques, produits dans le pays, à certaines conditions qui sont de nature à préserver, dans l'ordre économique, l'intérêt général;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'État;

Considérant qu'il y a urgence de prendre les mesures décrites ci-dessous;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, de Notre Directeur général des travaux publics et de l'agriculture, ainsi que sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'exportation des scories phosphatées à l'état brut ou en farine est prohibée.

Art. 2. Par exception à l'art. 1^{er}, le Gouvernement pourra, sur demande, accorder des permissions spéciales d'exportation.

Art. 3. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, statuera sur ces demandes et fixera les conditions d'exportation.

Il pourra instituer une commission spéciale, qui sera chargée d'instruire les demandes d'exportation et qui donnera son avis sur celles-ci.

Art. 4. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa promulgation au *Mémorial*.

Il ne s'applique pas aux scories phosphatées qui auront été chargées en wagons et remises au chemin de fer pour le transport à l'étranger, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Quiconque entreprendra de contrevenir aux défenses d'exportation prévues par

l'art. 1^{er} ci-dessus, sera puni de la peine de prison, sans préjudice de la confiscation des scories phosphatées et des wagons qui auront servi à leur transport.

En outre, les scories phosphatées qui auront été chargées en wagons et remises au chemin de fer pour le transport à l'étranger, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne pourront être réexportées en France.

En ce qui concerne l'application de l'art. 5 ci-dessus, voir l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État.

En conséquence, nous avons arrêté et arrêtons:

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, de Notre Directeur général des travaux publics et de l'agriculture, ainsi que sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. L'exportation de scories phosphatées à l'état brut ou en farine est prohibée.

Art. 2. Par exception à l'art. 1^{er}, le Gouvernement pourra, sur demande, accorder des permissions spéciales d'exportation.

Art. 3. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, statuera sur ces demandes et fixera les conditions d'exportation.

Il pourra instituer une commission spéciale, qui sera chargée d'instruire les demandes d'exportation et qui donnera son avis sur celles-ci.

Art. 4. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa promulgation au *Mémorial*.

Il ne s'applique pas aux scories phosphatées qui auront été chargées en wagons et remises au chemin de fer pour le transport à l'étranger, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Quiconque entreprendra de contrevenir aux défenses d'exportation prévues par

ciale avec mission d'instruire les demandes d'exportation et de donner son avis sur celles-ci;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de cette commission, MM.

Victor Doudelinger, ingénieur des mines à Luxembourg;

Louis Klein, ingénieur agricole à Luxembourg;

Tony Lepert, sous-directeur de chemin de fer à Luxembourg,

membres effectifs.

Eugène Weisen, président de la Fédération des comices agricoles à Helderich, membre suppléant.

Art. 2. Les demandes en exportation sont présentées au sousigné.

La première demande doit être accompagnée d'un relevé indiquant les quantités de scories produites pendant les années 1913 et 1914, et un relevé des quantités exportées pendant la même période.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*, et entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Luxembourg, le 7 janvier 1916.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Hubert Loutsch

Avis. Règlement communal.

En séance du 2 octobre 1915, le conseil communal d'Esch a décidé de modifier le règlement existant dans cette commune sur la santé publique. Les dispositions additionnelles ont été dûment publiées.

Luxembourg, le 7 janvier 1916.

Le Directeur général de la justice
et de l'Intérieur
J. B. Serr.

kommission versteht zuecks Prüfung und Begutachtung der Ausfuhrgesuche;

Beschließt:

Art. 1. Zu Mitgliedern dieser Kommission sind ernannt die HSH.:

Viktor Doudelinger, Mineningenieur zu Luxemburg;

Ludwig Klein, Ackerbauingenieur zu Luxemburg;

Tom Mejer, Unterdirektor der Eisenbahnen, zu Luxemburg,

wirkliche Mitglieder.

Eugen Weisen, Geschäftsführer des Verbandes der landwirtschaftlichen Lokalvereine zu Helderich, Ergänzungsmitglied.

Art. 2. Die Ausfuhrgesuche sind an den Untersignierten zu richten.

Dem ersten Gesuche ist ein Verzeichnis beizulegen mit Angabe der während der Jahre 1913 und 1914 erzeugten Thonmaschlacken sowie ein Verzeichnis der während desselben Zeitraums ausgeführten Schlackemengen.

Art. 3. Obgenannter Beschluß soll im *Mémorial* veröffentlicht werden und tritt am Tage nach seiner Bekanntmachung in Kraft.

Luxemburg, den 7. Januar 1916.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Hubert Loutsch.

Bekanntmachung. Gemeindevorglement.

In seiner Sitzung vom 2. Oktober 1915 hat der Gemeinderat von Esch beschlossen das in dieser Gemeinde bestehende Reglement über die öffentliche Gesundheit abzuändern. Die neuen Bestimmungen sind vorchriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 7. Januar 1916.

Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
J. B. Serr.

12

Arrêté du 7 janvier 1916, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE L'AGRICULTURE;

Attendu que suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du canton de Remich, la fièvre aphteuse est éteinte à Ellange et que la désinfection prévue par le règlement a eu lieu;

Revu l'arrêté du 18 décembre 1915, déterminant des zones d'interdiction et d'observation en vue d'enrayer la propagation de l'épizootie;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté prérappelé du 18 décembre 1915 est rapporté et les zones d'interdiction et d'observation sont supprimées.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 7 janvier 1916.

Le Directeur général des travaux
publics et de l'agriculture,
G. SOISSON.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur des actes civils à Luxembourg, le 3 janvier 1916, vol. 59, art. 286, que la société de banque *Werling, Lambert & Co*, société en commandite par actions, à Luxembourg, a acquitté le droit de timbre à raison de deux mille actions de 500 fr. chacune émises en renouvellement de ses anciennes actions, du même montant. Ces actions sont nominatives et portent les nos 1 à 2000.

Beschluß vom 7. Januar 1916, betreffend die Viehschneckenpolizei.

Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues;

Zu Erwägung, daß laut Bericht des Staatstierarztes des Kantons Remich die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Ellingen erloschen ist, und die durch das Reglement vorgegebene Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 18. Dezember 1915, wodurch zur Abwehr der Seuche Sperr- und Beobachtungsgebiete gebildet worden sind;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehschneckenpolizei, und des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, über die Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Der vorerwähnte Beschluß vom 18. Dezember 1915 ist außer Kraft gesetzt und die Sperr- und Beobachtungsgebiete sind freigegeben.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxembourg, den 7. Januar 1916.

Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,
G. SOISSON.

Bekanntmachung. — Stempel.

Aus einer vom Einregistrenments-Einnehmer der Zivilakten zu Luxemburg, unterm 3. Januar 1916, Band 59, Art. 286, ausgestellten Quittung erhellt, daß die Mantgesellschaft *Werling, Lambert & Co*, Kommanditgesellschaft auf Aktien zu Luxemburg, die Stempelgebühren entrichtet hat, für 2000 Aktien, jede zu 500 Fr., welche ihre früheren gleichwertigen Aktien zu ersetzen bestimmt sind. Diese Nominativ-Aktien tragen die Nos. 1 bis 2000.

La publication est destinée à satisfaire à l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 5 janvier 1916.

*Le Directeur général des finances
et de l'Instruction publique,*
Edm. REIFFERS.

Avis. — Maison de santé.

Par arrêté grand-ducal du 4 janvier 1916, M. J. Bach, juge au tribunal d'arrondissement à Diekirch, a été nommé pour contrôler les admissions et le maintien en état de séquestration des aliénés de la maison de santé d'Ettebruck, à partir du 17 février 1916.

Par le même arrêté, M. Carnez, juge au dit tribunal, a été nommé suppléant pour les mêmes fonctions à partir de la même date.

Luxembourg, le 5 janvier 1916.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,*
J. H. SAG.

Avis. — Associations syndicales.

Par arrêtés du soussigné en date de ce jour, les associations syndicales pour l'établissement a) de chemins d'exploitation 1^o à Oberanven-Kameldange, lieu dit « bei dem Kuebel », 2^o à Rodenbourg, lieux dits « Hinter Lechends » et « Schenggenbusch » à Rodenbourg, b) d'un assainissement à Ergonville, lieux dits « In der Bach », « In Krietsch », ont été autorisés.

Ces arrêtés, ainsi qu'un double des actes d'association sont déposés au Gouvernement et aux secrétariats communaux de Niederanven, Rodenbourg et Ergonville.

Luxembourg, le 4 janvier 1916.

*Le Directeur général des travaux
publics et de l'Empireure,*
G. SOUSSON.

Gegenseitige Bekanntmachung soll der Bestimmung des Art. 4 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 5. Januar 1916.

*Der General-Direktor der Finanzen
und des öffentlichen Unterrichts,*
Edm. Reiffers.

Bekanntmachung. — Heilanstalt in Ettelbrück.

Durch Groß. Beschluß vom 4. Januar 1916 ist Hr. J. Bach, Richter am Bezirksgericht zu Fielich, mit der Kontrolle über die Aufnahme und die Fortdauer der Sequestrierung der Geisteskranken in der Heilanstalt zu Ettelbrück, vom 17. Februar 1916 ab, beauftragt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. Carnez, Richter am besagten Gericht, zum stellvertretenden Kontrollrichter, vom 17. Februar 1916 ab, ernannt worden.

Luxemburg, den 5. Januar 1916.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,*
J. H. Sag.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Durch Beschlüsse des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die Syndikatsgenossenschaften für Anlage von a) Feldwegen 1. zu Oberanven-Kameldange, Ort genannt „Bei dem Meidel“; 2. zu Rodenbourg, Ort genannt „Hinter Lechend“ und „Schenggenbüsch“; b) einer Entwässerung zu Bondorf, Ort genannt „In der Bach“, „In der Krietsch“, ermächtigt worden.

Diese Beschlüsse sowie ein Duplikat der Genossenschaftsaktten sind auf der Regierung und den Gemeindefekretariaten von Niederanven, Rodenbourg und Bondorf hinterlegt.

Luxemburg, den 4. Januar 1916.

*Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,*
W. Siffon.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 20 janvier au 3 février 1916, dans la commune de Beckerich, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour la construction de trois chemins d'exploitation « Duer Kehl », « Auf der Schonk », etc. à Beckerich.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Beckerich à partir du 20 janvier prochain.

M. Nicolas Jacques, membre de la Commission d'agriculture à Wahl, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 3 février prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle de la société agricole de Beckerich.

Luxembourg, le 7 janvier 1916.

*Le Directeur général des travaux
publics et de l'agriculture,
G. SOISSON.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 20. Januar auf den 3. Februar k. in der Gemeinde Beckerich eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von drei Feldwegen, Orte genannt „Duer Kehl“, „Auf der Schonk“ usw. zu Beckerich.

Der Situationsplan, der Kostenschätzung, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsaktens sind auf dem Gemeindefekretariat von Beckerich vom 20. Januar künftighin ab, hinterlegt.

Hr. Nikolaus Jacques, Mitglied der Ackerbaukommission zu Wahl, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten am 3. Februar k., von 9—11 Uhr morgens, am Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Vereinssaale zu Beckerich entgegennehmen.

Luxemburg, den 7. Januar 1916.

*Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,
W. SOISSON.*

Internationale Bank in Luxemburg (Anonyme Gesellschaft).

Unter Hinweisung auf die Art. 61, 62, 71 und 72 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften, und auf die §§ 32 und 34 des Statutes, soweit letztere nicht durch genannten Art. 71, Abs. 2, geändert worden sind, laden wir die Aktionäre ein, an der am Samstag, den 19. Februar 1916, vormittags 10 Uhr, im Geschäftslokale der Bank, Königsring 2b, Luxemburg, stattfindenden außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen.

Tagesordnung: Ernennung von Aufsichtskommissaren; Festsetzung deren Bezüge, der Dauer ihrer Funktionen und der Zahl der auf den Namen lautenden Aktien, welche sie als Sicherheit bei der Gesellschaft zu hinterlegen haben.

Luxemburg, den 28. Dezember 1915.

Die Verwaltung.